

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MALVAUX INDUSTRIE**

21 Rue de la Gare  
17330 Loulay

Références : 0007202072/2026/181  
Code AIOT : 0007202072

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement MALVAUX INDUSTRIE implanté 21, Rue de la Gare 17330 Loulay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALVAUX INDUSTRIE
- 21, Rue de la Gare 17330 Loulay
- Code AIOT : 0007202072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALVAUX a été créée en 1928. Elle est spécialisée dans la fabrication de panneaux en contreplaqués décoratifs.

Le contreplaqué est un matériau constitué par des feuilles de bois (plis), obtenues par déroulage ou tranchage et collées sous pression les unes aux autres, généralement à fil croisé. La matière première arrive directement sous forme de feuilles de bois. Les bois séchés sont massicotés, jointés, triés et encollés pour composer les panneaux. Selon le type de panneau, les colles utilisées sont des résines phénoliques (panneaux extérieurs), urée-formol (panneaux intérieurs), mélaminées (panneaux sous-abri). Les panneaux sont ensuite pressés à froid, pour répartir la colle, puis à chaud pour la polymérisation, par trois presses à plateaux parcourues par de l'eau surchauffée. Après stabilisation les panneaux sont délignés, équarris, poncés puis stockés en magasin.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 3 – opération Coup de poing
- Eaux souterraines
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 10.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 5.4.2	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 5.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement le respect des dispositions réglementaires liées à la mise en œuvre des produits chimiques contrôlés, avec un point de vigilance sur la nécessité de mettre à jour certaines fiches de données de sécurité (FDS) dont la révision est antérieure à 2020 et de compléter par un affichage clairement lisible à l'identification des produits utilisés sur le site avec les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</li><li>- Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant assure la gestion des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques concernés par les activités du site de Loulay sur format informatique.</p> <p>L'exploitant n'a eu aucune difficulté à fournir les 2 FDS demandées par l'inspection concernant les produits utilisés pour la fabrication des panneaux de contreplaqués décoratifs (résine et durcisseur) qui ont les références suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Résine : FORESA RES 2840</li><li>- Durcisseur : HARDENER 2542</li></ul> <p>Selon l'exploitant, ces FDS sont également accessibles au niveau des postes de travail.</p> <p>Il a été constaté, sur la FDS du Durcisseur HARDENER 2542 consultée, une date de révision antérieure à 2020 (date de révision indiquée 17/05/2018) nécessitant une actualisation de celle-ci.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant renforce le suivi des fiches de données de sécurité et se procure auprès de ses fournisseurs ou des fabricants les FDS actualisées dont la date révision est antérieure à 2020.</p> <p>Il veille à détenir en permanence des FDS datant de moins de 5 ans.</p> <p>Une version simplifiée pourrait utilement être affichée au niveau des différents postes utilisant ces produits (en cours) en reprenant les consignes sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Danger (affichage signalisation),</li><li>- Risque (affichage signalisation),</li><li>- Interdiction,</li><li>- Port des EPI,</li><li>- consignes en cas d'incendie,</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Premiers secours,</li> <li>- consignes en cas de dispersion accidentelle.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b>            La visite sur le terrain a permis de constater la mise en œuvre des prescriptions des deux FDS consultées, notamment sur les points suivants :</p> <p><u>Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie</u>            5.1 : moyens d'extinction :            Présence d'extincteurs à poudre ABC au niveau cuves et IBC de stockage dédiés à ces produits (dernière vérification annuelle réalisée en août 2025).            Des extincteurs à poudre ABC sont également présents au niveau de la zone de mélange (résine/durcisseur) et des postes de travail utilisant ces produits.</p> <p><u>Rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement</u>            6.2 Précaution pour la protection de l'environnement :            La résine n'est pas considérée comme dangereuse pour l'environnement.            Toutefois, pour éviter un éventuel déversement de produit, le site dispose de kits permettant de confiner la dispersion du produit.            Ces 2 produits disposent également d'une rétention adaptée pour leurs stockages et les encours dans les ateliers.</p> <p><u>Rubrique 7 : Manipulation et stockage</u>            7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :            La résine FORESA RES 2840 est conditionnée et stockée dans 2 citernes métalliques extérieures adaptées à ce stockage de capacité unitaire de 35 m<sup>3</sup>. Ces citernes disposent d'un dispositif de régulation de la température pour respecter les seuils des températures de conservation (entre 5°C et 25°C).            L'exploitant indique qu'une vérification hebdomadaire de la température est réalisée.            Le durcisseur HARDENER 2542 est conditionné et stocké en conteneurs IBC de 1000 litres au niveau des 2 postes de travail utilisant ces produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. [...]
<b>Constats :</b> Le stockage des 2 citernes de 35 m <sup>3</sup> de capacité unitaire de résines FORESA RES 2840 est réalisé dans un bac de rétention en béton étanche d'un volume de 60 m <sup>3</sup> . Cette rétention est uniquement dédiée à ce stockage.  Les stockages en IBC de 1000 litres des produits de durcisseurs HARDENER 2542 sont associés à un bac de rétention métallique spécifique et adapté pour ce type d'IBC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> Comme indiqué dans les points précédents, les rétentions associées aux stockages de résines FORESA RES 2840 et du durcisseur HARDENER 2542 sont affectées de manière unique à ces 2 types de produits utilisés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/1999, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.  L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas eu de difficulté à fournir un état des stocks des produits concernés. Le jour de la visite l'état des stockages des deux produits fournis par l'exploitant était le suivant : - FORESA RES 2840 : 20,070 tonnes - HARDENER 2542 : 2,055 tonnes Le suivi des stockages de produits chimiques est réalisé sous format informatique. Il est disponible à tout instant auprès de personnes responsables et/ou d'astreintes.  L'exploitant dispose d'un plan du site sur lequel est indiqué les différentes activités du site. Sur le terrain, l'inspection a constaté l'absence d'identification de la résine FORESA RES 2840 par un affichage au niveau du stockage et du poste de mélange (résine/durcisseur). De plus certains conteneurs de produits chimiques ne disposent d'affichage d'identification de produits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant procède à l'affichage en caractères très lisibles du nom des produits et s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses. Le volume de la rétention au niveau du stockage de résine peut être également clairement affiché.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois